

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Extrait des délibérations de la séance du 16 mai 2024

Sous la présidence de M prénom nom, la Commission Permanente s'est
assemblée au lieu ordinaire de ses séances.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Troussel, M. Guiraud, Mme Labbé, Mme Azoug, M. Constant, M. Duprey, Mme Laroche, Mme
Chaumillon, M. Sadi, Mme Filhol, M. Taïbi, Mme Girardet, Mme Maroun, M. Martin P-Y, Mme Pietri, Mme
Paul, M. Monany, Mme Choulet, M. Martin S., Mme Ségura, M. Chabani

ÉTAIENT EXCUSÉS :

Mme Youssouf donnant pouvoir à Mme Chaumillon
Mme Dellac donnant pouvoir à Mme Labbé
Mme Thibault donnant pouvoir à M. Duprey
M. Molossi donnant pouvoir à M. Constant
M. Bluteau donnant pouvoir à Mme Choulet

ÉTAIENT ABSENTS :

M. Bouamrane, M. Bedreddine, M. Blanchet, M. Monot, Mme Saïd-Anzum, M. Dallier, Mme Lecroq, M.
Cranoly, Mme Lagarde



Délibération n° 11-01 du 16 mai 2024

PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL À CONCLURE ENTRE LE DÉPARTEMENT ET LA SAS CAROPTIC RELATIF AUX TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DE L'AVENUE DE LA DIVISION LECLERC AU BOURGET

La commission permanente du conseil départemental,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code civil,

Vu la délibération du Conseil départemental n° 2021-VII-24 du 1^{er} juillet 2021 lui donnant délégation,

Sur le rapport du Président du Conseil départemental,

après en avoir délibéré,

- APPROUVE le protocole d'accord transactionnel à conclure avec la SAS CAROPTIC pour indemniser le préjudice commercial subi à hauteur de 20 696 euros, au titre des travaux allant du 1er septembre 2022 au 30 novembre 2022, dont le projet est ci-annexé ;





- CHARGE M. le Président du Conseil départemental de signer, au nom et pour le compte du Département, ledit protocole.

Pour le président du Conseil départemental
et par délégation,

Adopté à l'unanimité : ✓	Adopté à la majorité :	Voix contre : 0	Abstentions : 0
Date d'affichage du présent acte, le		Date de notification du présent acte, le	Certifie que le présent acte est devenu exécutoire le

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou publication.